

AMÉRIQUE LATINE — ENTRETIEN

Brésil: les défis de Lula, les soutiens de Bolsonaro

17 NOVEMBRE 2019 | PAR FRANÇOIS BONNET

Libéré de prison il y a une semaine, que peut Lula da Silva ? Face à l'ancien chef de l'État, 74 ans, figure toujours charismatique du Parti des travailleurs, le président d'extrême droite Bolsonaro continue à bénéficier de soutiens puissants (partis politiques, agrobusiness, banques, etc.). Interrogé à Rio de Janeiro, le politiste Carlos Milani décrypte ce qui se joue désormais.



Cet article vous est offert.

Découvrez notre offre spéciale et passez à l'illimité !

▶ S'abonner

Rio de Janeiro, de notre envoyé spécial.- La libération de l'ancien président Lula da Silva le 8 novembre (<https://www.mediapart.fr/journal/international/091119/bresil-l-ex-president-lula-est-libre-une-partie-du-bresil-exulte>), après vingt mois de prison, ouvre une nouvelle séquence politique au Brésil. Dans un meeting tenu dès le lendemain devant des milliers de personnes, Lula est apparu plus combatif que jamais, appelant au

rassemblement des gauches pour contrer le président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Ce dernier continue à bénéficier de puissants soutiens. Seuls deux dossiers peuvent à ce stade le menacer : l'opération anticorruption Lava Jato, dont les manipulations sont en train d'apparaître au grand jour (<https://www.mediapart.fr/journal/international/130719/bresil-l-honneur-perdu-de-sergio-moro-figure-de-la-lutte-anticorruption>), et l'enquête sur l'assassinat de Marielle Franco, cette conseillère municipale de Rio tuée pour des raisons qui s'avèrent clairement politiques. Les deux anciens policiers militaires arrêtés ont eu de longue date des liens avec la famille Bolsonaro.



L'ex-président du Brésil au soir de sa libération, le 8 novembre 2019. © Reuters

LIRE AUSSI

► [Brésil: l'ex-président Lula est libre, une partie du Brésil exulte](https://www.mediapart.fr/journal/international/091119/bresil-l-ex-president-lula-est-libre-une-partie-du-bresil-exulte) (<https://www.mediapart.fr/journal/international/091119/bresil-l-ex-president-lula-est-libre-une-partie-du-bresil-exulte>)

PAR [JEAN-MATHIEU ALBERTINI](https://www.mediapart.fr/biographie/jean-mathieu-albertini) (<https://www.mediapart.fr/biographie/jean-mathieu-albertini>)

► [Dilma Rousseff: «Les forces néolibérales ont choisi le néofasciste Bolsonaro»](https://www.mediapart.fr/journal/international/190919/dilma-rousseff-les-forces-neoliberales-ont-choisi-le-neofasciste-bolsonaro) (<https://www.mediapart.fr/journal/international/190919/dilma-rousseff-les-forces-neoliberales-ont-choisi-le-neofasciste-bolsonaro>)

PAR [FRANÇOIS BONNET](https://www.mediapart.fr/biographie/francois-bonnet) (<https://www.mediapart.fr/biographie/francois-bonnet>)

-
- ▶ Le juge Garzón: «Ce que Lula m'a dit dans sa cellule» (<https://www.mediapart.fr/journal/international/271019/le-juge-garzon-ce-que-lula-m-dit-dans-sa-cellule>)

PAR **BALTASAR GARZÓN**

- ▶ Brésil: l'honneur perdu de Sérgio Moro, figure de la lutte anticorruption (<https://www.mediapart.fr/journal/international/130719/bresil-l-honneur-perdu-de-sergio-moro-figure-de-la-lutte-anticorruption>)

PAR **JEAN-MATHIEU ALBERTINI** (<https://www.mediapart.fr/biographie/jean-mathieu-albertini>)

- ▶ «Lava Jato», l'arme anti-Lula, ne sert plus à Bolsonaro (<https://www.mediapart.fr/journal/international/271019/lava-jato-l-arme-anti-lula-ne-sert-plus-bolsonaro>)

PAR **JEAN-MATHIEU ALBERTINI** (<https://www.mediapart.fr/biographie/jean-mathieu-albertini>)

Dans une société plus polarisée que jamais, que peut provoquer cette nouvelle donne politique ? Nous avons interrogé Carlos Milani. Enseignant à l'Institut d'études sociales et politiques (<http://ceriscope.sciences-po.fr/node/527>) de l'université de l'État de Rio de Janeiro, politiste et spécialiste des relations internationales, il a été secrétaire général de l'Association brésilienne de science politique.

Que peut provoquer la libération de Lula dans la politique brésilienne et, particulièrement, au sein des gauches ?

Pour vous répondre, il faut rapidement revisiter ce que nous avons vécu ces dernières années avec la procédure judiciaire qui a permis de le jeter en prison en avril 2018. Nous avons une justice qui a poursuivi un agenda politique avec une série de manipulations. C'est une affaire très complexe, mais qui met au jour les dérives de la justice.

La libération de Lula à l'issue d'une décision de la Cour suprême vient d'ailleurs le souligner. Nous avons au Brésil une tradition de droit qui est européenne et non anglo-saxonne, soit un droit écrit et une jurisprudence. Les marges d'interprétation laissées aux magistrats sont donc restreintes.

Or, dans le cas spécifique de l'emprisonnement à partir d'une condamnation en deuxième instance – ce qui a été fait pour Lula –, il est écrit très clairement dans le code de procédure que l'incarcération ne peut survenir qu'une fois tous les recours épuisés. Les juges de Lava Jato en ont décidé autrement...

Alors on peut arguer que l'opinion publique brésilienne a le sentiment que les gens qui ont accès à de bons avocats abusent de ces recours... Mais dans ce cas, il faut réformer le code de procédure et ne pas laisser une telle marge d'interprétation aux magistrats qui décident soudain que, pour Lula, la prison est au terme de la deuxième instance.

Je souligne ces dispositions techniques, car nous avons eu ces dernières années une politisation des magistrats qui va à l'encontre d'une tradition judiciaire qui était relativement stable tout au long du processus de démocratisation.

Vous n'avez jamais été engagé ou membre d'un parti, et vous avez pourtant dénoncé la destitution de Dilma Rousseff comme un coup d'État parlementaire puis l'emprisonnement de Lula comme une manipulation de l'enquête judiciaire Lava Jato. Comment expliquez-vous cette décision de la Cour suprême, par 6 voix contre 5, de libérer Lula ?

Je pense qu'en droit, l'emprisonnement de Lula était trop grossier. Je pense également que Glenn Greenwald et ce qu'a publié son journal *The Intercept* (<https://www.mediapart.fr/journal/international/130719/bresil-l-honneur-perdu-de-sergio-moro-figure-de-la-lutte-anticorruption>) depuis juin ont joué un rôle fondamental pour ébranler la certitude de la Cour suprême et entamer une certaine arrogance du juge Moro, ainsi que de toute l'équipe des procureurs. Même si Sérgio Moro, le juge qui avait piloté l'opération, est

toujours ministre, il a perdu beaucoup de soutiens.

Il y a un ébranlement en profondeur à propos de cette affaire Lava Jato et de l'affaire Lula.

Nous en avons tous ras le bol de la corruption, toute la population en a assez de ces hommes politiques, de ces partis, de ces Églises évangéliques qui volent. Mais les procédures utilisées dans l'opération Lava Jato, cette partie liée entre juges, procureurs et police, tout cela a été mis à nu par les révélations de *The Intercept* (<https://theintercept.com/brasil/>). Cela a fait basculer une bonne partie des soutiens, de l'opinion publique.

Il y a eu une longue dérive de la justice et de la Cour suprême. Dans notre processus de démocratisation, nous avons mis l'accent sur la participation et la transparence pour des raisons évidentes, à la suite de la dictature. Le judiciaire est entré dans ce mouvement mais de mauvaise façon. Il y a désormais une télé-justice, tous les procès sont retransmis.

L'idée était qu'il fallait que les citoyens comprennent le fonctionnement de la justice, participent. Les juges se sont pris au jeu, ils sont devenus des célébrités, des super-héros, ils ont cédé parfois à la tentation d'être contrôlés par les médias, pour devenir une star, ou par les partis, par goût du pouvoir. Ils affichent leurs engagements politiques. Ce n'est pas possible.

Alors, je reviens à ma question. Dans ce paysage, que peut provoquer la libération de Lula ?



Carlos Milani. © (dr)

Je pense que Lula est un animal politique très habile, mais aussi très ébranlé par cette période en prison. Passer presque deux années en détention n'est pas une petite affaire pour un homme âgé de 74 ans. Lula a un grand défi : essayer de construire un grand front de centre-gauche contre Bolsonaro. Ce n'est pas une chose facile. Le premier test, ce sera les élections municipales de 2020 pour savoir s'il aura pu jouer un rôle quelconque dans ces efforts de construction.

N'y a-t-il pas trop de fractures, de ressentiments entre tous ces mouvements de gauche et le Parti des travailleurs (PT) ?

La grande fracture est avec Ciro Gomez, un responsable du centre-gauche du PDT (Parti démocratique travailliste), qui est arrivé en troisième place à la présidentielle de 2018. C'est un homme charismatique, intelligent et qui est très anti-PT, après l'avoir longtemps soutenu. Je crois que ce sentiment anti-PT est encore très fort au Brésil.

Le PT demeure un parti puissant, le plus grand au Brésil, celui qui compte le plus grand nombre de membres, de députés et qui va certainement remporter plusieurs municipalités l'an prochain. Je ne dirai donc pas que c'est un parti du passé, mais la difficulté va être de construire une candidature présidentielle pour 2022.

Lula va commencer à jouer ce rôle de médiation. La vraie difficulté toutefois est la suivante: est-ce que Lula va abandonner l'idée d'être lui-même candidat ? Car tout en reconnaissant que c'est un grand acteur politique et qu'il a fait beaucoup pour ce pays, il sera très difficile de surmonter cette rupture entre les gauches si Lula se présente.

Alors qui serait son représentant ? Qui pourrait-il soutenir ?

C'est le grand problème. Un problème d'ailleurs dans le reste de l'Amérique latine, si on considère le cas d'Evo Morales, en Bolivie, qui n'a pas su ou pas voulu faire surgir de succession politique. Or Lula, parfois, continue à penser qu'il est le sauveur de la démocratie brésilienne. Cette construction de grandes figures mythiques est aussi un risque pour toute la gauche.

Pour la mairie de Rio, le PT et Lula ont déjà donné leur soutien à Marcel Freixo, dirigeant du PSOL, un parti nettement à gauche né d'une scission avec le PT. C'est un geste d'ouverture, de raison aussi, le PT étant très faible à Rio. Mais il s'agit d'une mairie, pas d'une élection présidentielle. Cette tentation d'hégémonisme est toujours présente et ne facilite pas les choses.

« Les États-Unis renouent avec une pratique ancienne d'intervention »

Le président Jair Bolsonaro n'a pas l'air spécialement déstabilisé par la libération de Lula.

Il faut attendre.

Il y a toujours un questionnement sur Bolsonaro : quelles sont les forces qui le soutiennent, alors qu'il est ultra-minoritaire au Parlement, qu'il vient de quitter son parti et annonce vouloir en créer un nouveau ? Comment peut-il gouverner le Brésil ?

Cela dépend de l'agenda. En matière économique, sa politique ultralibérale bénéficie d'un énorme soutien au Parlement. Son ancien parti, qu'il vient de quitter, est le deuxième au Parlement – le premier est le Parti des travailleurs (PT). En matière de libéralisation économique, d'ouverture des marchés, de privatisations, de dérégulation, Bolsonaro jouit du soutien d'une dizaine

d'autres partis. Il a déjà passé plusieurs réformes importantes, la réforme de la Sécurité sociale, par exemple. Et avant, il y avait eu la réforme du marché du travail, sous le précédent président, Michel Temer.

Donc, ce sont les mêmes agents politiques et les mêmes partis qui soutiennent cette ultralibéralisation de l'économie brésilienne. Par exemple, en matière économique, le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) appuie Bolsonaro ! Certains disent même, pour ne pas apparaître trop proches de Bolsonaro, que c'est Paulo Guedes, son ministre de l'économie et des finances (un ultralibéral formé à l'école de Chicago), qu'ils soutiennent mais pas le président !

Par ailleurs, Bolsonaro a d'autres atouts importants. Il a tout ce puissant secteur économique que sont les grandes banques brésiennes et des banques internationales, telles que l'espagnole Santander. Il a aussi l'agrobusiness. C'est un secteur très moderne, technologiquement très avancé, qui met sous pression Bolsonaro et le gouvernement. D'ailleurs, sa ministre de l'agriculture est une représentante de l'agrobusiness.

Il bénéficie également d'un grand soutien, en matière d'agenda moral, de mœurs, des Églises évangéliques. Ces Églises sont très puissantes (représentant 28 % des Brésiliens environ) et elles s'étaient ralliées à Bolsonaro. D'ailleurs, pour la création de son nouveau parti, il compte les utiliser, elles et leurs réseaux, pour réunir les 500 000 signatures nécessaires, comme l'exige la loi.

MEDIAPART



Le ministre de la justice Sérgio Moro, le 2 juillet, à Brasilia. © Reuters

A-t-il été arrêté, endigué, contrôlé sur toute la partie de son programme qui est l'autoritarisme, la répression, la politique d'une extrême droite violente ?

Le dernier acteur important à soutenir Bolsonaro, ce sont les militaires. Nous n'avons jamais eu autant de militaires occupant des postes importants au gouvernement ou dans les institutions ou les entreprises publiques ou semi-publiques. D'ailleurs, son chef de cabinet est un général. Les militaires jouent un rôle très important dans ce pouvoir.

On a beaucoup dit que ce sont les classes moyennes qui ont élu Bolsonaro...

Non, Bolsonaro a reçu beaucoup de soutien populaire de gens excédés. Il a su aussi leur parler.

Tout ce soutien ne va-t-il pas s'évanouir avec l'impact de politiques sociale et économique qui frappent justement les pauvres et les classes moyennes ?

Évidemment. Et c'est pour cela que je pense qu'il va être très difficile pour lui de se faire réélire, sauf si l'économie s'améliore. Il a déjà laissé entrevoir la possibilité d'avoir son candidat, Sérgio Moro, à la vice-présidence, et là il pourrait augmenter sa cote de popularité. S'il n'y a pas au centre-gauche une mobilisation, une réorganisation, il sera difficile de le battre aux prochaines élections de 2022.

Le personnage semble de fait moins caricatural ou un peu plus habile qu'on veut bien le considérer en Europe ?

Je pense qu'il est très caricatural. Il est très bête, misogyne ; toutes les phobies et les haines qu'on lui prête, tout cela est vrai, mais il n'est pas seul. Il y a d'autres acteurs, d'autres forces.

De passage à Paris il y a quelques semaines, l'ancienne présidente (PT) Dilma Rousseff définissait Bolsonaro comme l'alliance du néofascisme et du néolibéralisme (<https://www.mediapart.fr/journal/international/190919/dilma-rousseff-les-forces-neoliberales-ont-choisi-le-neofasciste-bolsonaro>). Le néolibéralisme, expliquait-elle, faisait le choix d'un régime autoritaire et conservateur pour imposer au Brésil des politiques qui n'avaient pas pu être menées jusqu'alors. Vous souscrivez à cette analyse ?

C'est un peu plus complexe. Il ne faut pas oublier que la politique menée par Dilma Rousseff lors de la première année de son second mandat était très libérale, et d'austérité. Elle a certes dû passer des compromis pour pouvoir gouverner... Mais c'est bien un représentant ultralibéral du secteur bancaire qui a été placé au ministère de l'économie.

Son successeur Michel Temer a ensuite foncé sur cette voie ultralibérale. Et aujourd'hui, nous avons une accélération très forte, et cela dans des secteurs que l'on croyait protégés: celui de l'éducation fondamentale par exemple, pour favoriser la prise de contrôle du secteur privé, en plus de ce qu'il contrôle déjà. Avec des amendements souhaités à la Constitution pour dire que l'État n'a plus l'obligation de construire des écoles...

Donc, il faut aussi dire qui met en œuvre ces politiques. De manière plus générale, il y a un problème spécifique à l'Amérique latine et pas seulement au Brésil. Les élites ou les oligarchies brésiliennes ont du mal à vivre avec la démocratie et l'inclusion. C'est une donnée très simple mais que je trouve plus précise que de parler d'alliance néofascisme/néolibéralisme.

On a surtout le sentiment que ces élites ont abandonné le pays ou fait sécession: elles vivent dans des propriétés pour ultrariches et ultrasécurisées, leurs enfants étudient dans le privé puis à l'étranger...

Oui, tout à fait. Cette dimension nationale n'est pas dans la tête des dirigeants. Ce qui est très paradoxal : ces élites tiennent un discours très nationaliste et défendent des politiques économiques ultralibérales. Un temps, on a mis de côté les militaires mais, de fait, eux aussi se sont bien accommodés de cette contradiction. Comment résoudre cela maintenant ? C'est difficile. Il ne s'agit pas de fermer le Brésil, les marchés, d'interdire les multinationales, mais il doit y avoir une négociation, une régulation.

Pensez-vous que les États-Unis ont été actifs dans la destitution de Dilma Rousseff et dans la conduite de l'enquête Lava Jato ? On sait qu'une partie de cette enquête s'est faite aussi avec des informations du département américain de la justice, qu'il y a eu une étroite collaboration judiciaire.

Je crois que quand on aura accès, dans quelques années ou décennies, aux archives, nous pourrions confirmer des choses que l'on sait aujourd'hui de manière très empirique, souvent imprécise... En tant que citoyen, je pense vraiment qu'il y a des liens importants entre le département américain de la justice et ce qui s'est passé avec Lava Jato. Tous ces mécanismes de coopération judiciaire ne sont pas contrôlés par le gouvernement et par le Parlement. Les systèmes se sont autonomisés. Toutes ces visites de Sérgio Moro et des procureurs aux États-Unis et bien d'autres choses, cela pose de grandes questions.

Les États-Unis renouent avec une pratique ancienne d'intervention dans la région, mais à travers des moyens et des instruments renouvelés. Si nous lisons leur stratégie de défense nationale, il y a ce qu'ils appellent des instruments « *de guerre hybride* », qui font appel justement à une déstabilisation de ceux qui peuvent constituer une menace pour la sécurité des États-Unis. Ce concept de menace est extrêmement large, c'est aussi la sécurité des grands groupes américains.

On peut penser que les grandes *majors* du pétrole Exxon, Mobil, etc., rêvent d'une privatisation de l'important groupe pétrolier public Petrobras, que veut justement réaliser le ministre Paulo Guedes.

Oui, évidemment. On parle déjà de la privatisation de la Banque du Brésil, par exemple... Tous les instruments de politique publique dont disposait le Brésil

sont en train d'être démantelés ou privatisés.

MOTS-CLÉS

BOLSONARO ▪ BRÉSIL ▪ CARLOS MILANI ▪ LULA

PROLONGEZ LA LECTURE DE MEDIAPART

Accès illimité au Journal & contribution libre au Club

▶ PROFITEZ DE NOTRE OFFRE SPÉCIALE

}